



CAMILLO BERNERI

## Contre le fascisme

Textes choisis (1923-1937)

Édition établie par Miguel Chueca

**AGONE**  
MEMOIRES SOCIALES

## Présentation

« Si Mussolini n'avait pas existé, certainement l'histoire italienne actuelle n'aurait pas été la même. Mais elle n'aurait pas été très différente. Toute la situation italienne a porté à la dictature, a déterminé les différentes phases du fascisme. Croire que tout cela a été le produit de la volonté et de l'intelligence d'un homme est enfantin. »

De l'Italie de l'après-guerre à l'Espagne de la guerre civile, Camillo Berneri (1897-1937) a lutté contre le fascisme jusqu'à son assassinat à Barcelone au cours des journées dramatiques de mai 1937. Commandé par l'urgence d'une époque de terreur, ce combat s'inscrit dans l'un des plus singuliers parcours du mouvement anarchiste de l'entre-deux-guerres. Rarement l'exigence de vérité et la recherche d'une action politique concrète auront été à ce point poursuivies ensemble. Intellectuel rigoureux, parfois même intransigeant, Berneri sut comme peu d'autres concilier l'objectif de transformation révolutionnaire et le pragmatisme dans la recherche des alliances, y compris au-delà du mouvement anarchiste. Avec son acharnement à bousculer les évidences et à dépasser les contradictions, sa pensée reste l'une des plus riches que cette période ait produites. Malgré sa vigueur et sa portée, son œuvre est pourtant encore très mal connue en France. La plupart des textes de ce recueil sont inédits en français.

Miguel Chueca est déjà le maître d'œuvre chez Agone des recueils *Déposséder les possédants*. *La grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire* et *L'Action directe et autres écrits syndicalistes* d'Émile Pouget.

\*\*\*

Nous avons vu Mussolini entraîné par le mouvement ouvrier. Voyons-le, à présent, entraîné par le courant républicain.

Au cours de la réunion fondatrice des Faisceaux (23 mars 1919), Mussolini avait déclaré :

Nous sommes tendanciellement républicains. L'histoire nous enseigne que, depuis 1915, nous sommes sur le terrain de la révolution. Nous devons marcher à l'avant-garde du travail. Il importe donc d'accepter les demandes des classes travailleuses. Veulent-elles la journée de huit heures ? Est-ce que, demain, les mineurs et les travailleurs nocturnes voudront les six heures ? Et les pensions pour l'invalidité causée par la vieillesse ? Et le contrôle de l'industrie ? Nous appuierons toutes ces demandes parce que nous voulons habituer les classes ouvrières à la capacité de diriger les usines... Démocratie économique, voilà notre mot d'ordre. Le Sénat doit être aboli... Nous voulions une assemblée nationale qui dise : MONARCHIE OU RÉPUBLIQUE. Dorénavant, nous dirons : RÉPUBLIQUE. Nous sommes catégoriquement opposés à toute forme de dictature.

Le 11 mai 1919, Mussolini écrit ceci dans les colonnes du Popolo d'Italia :

Nous demandons la séparation de l'Église catholique avec l'État et l'abolition du privilège statutaire qui la proclame « religion d'État ». Nous demandons la confiscation des biens ecclésiastiques et des traitements versés aux évêques. L'État reconnaît l'Église uniquement en tant qu'association privée soumise aux lois communes. Les sociétés religieuses doivent être privées du droit de possession. Le droit du culte et de l'enseignement doit être permis dans des locaux qui ne sont pas ceux des écoles publiques ou privées.

Et le 30 novembre, il confirme la tendance républicaine du fascisme :

Notre journal a exprimé une pensée très précise quant au régime, et une grande part de nos lecteurs suit des directives spirituelles républicaines et considère la république comme l'objectif des libres institutions et le peuple italien y parviendra sans aucun doute.

À l'époque, il soufflait un vent républicain en Italie. À Fiume, on avait projeté une marche sur Rome. Millo, vice-amiral et gouverneur militaire de la Dalmatie, jura fidélité à D'Annunzio, qui avait avec lui de nombreux généraux. Le capitaine Vadalà<sup>[1]</sup> quitta Fiume parce qu'il s'y déroulait des manifestations ouvertement républicaines et, enfin, des généraux applaudissaient à des discours exaltant la république. Mussolini *devait* se montrer républicain, puisqu'il cherchait des appuis partout et qu'il voyait surgir de nombreux concurrents.

La tendancialité républicaine assurait l'adhésion des autonomes (c'est-à-dire des républicains philofascistes) et laissait des espoirs aux républicains antifascistes, en

L'entretien entre Facchinetti[2] et Mussolini et la lettre pleine d'espoirs d'Eugenio Chiesa\* à Mussolini, écrite à la veille de la Marche sur Rome, sont à cet égard très éloquents.

Le 10 juin 1921, au cours d'une réunion du groupe parlementaire fasciste, tenue à Milan, Mussolini propose au groupe de s'abstenir à la session royale d'inauguration de la Chambre. Dans son discours, pointe encore l'idée de la « tendancialité » républicaine.

Je ne suis pas ici pour revendiquer la moindre authenticité, mais je ne permets pas non plus que soient altérées les caractéristiques de ce fascisme que j'ai fondé, au point de les rendre méconnaissables, de les faire devenir monarchistes voire dynastiques alors qu'elles étaient, ou voulaient être, tendanciellement républicaines. Cette cérémonie qui se déroule à l'ouverture de la Chambre est une exquise cérémonie dynastique qui donne lieu à d'inévitables manifestations de loyalisme dynastiques. On crie : « Vive le roi ». Les Faisceaux crient : « Vive l'Italie ». Notre symbole n'est pas l'écu de Savoie, c'est le faisceau lictorien, romain et même, si vous me passez le mot, républicain. Personne ne doit revendiquer les Faisceaux comme monarchistes ou dynastiques. [...] Le groupe parlementaire s'est montré curieusement surpris de ces affirmations que je maintiens et que j'explique. Ou les mots ont un sens ou ils n'en ont aucun, mais si l'expression « tendanciellement républicain » signifie quelque chose, elle signifie - pour le moins - qu'on ne peut décemment pas adhérer à des idées d'ordre dynastique. Sinon, où irait se nicher notre tendancialité républicaine ?

Le Sénat doit être aboli. Nous demandons le suffrage universel pour les hommes et les femmes ; le scrutin de liste à base régionale ; la représentation proportionnelle. Les élections devront décider de la forme du gouvernement de l'État italien : c'est-à-dire république ou monarchie. D'ores et déjà, nous disons : république.

La monarchie a sans doute rempli sa fonction en essayant, et en réussissant en partie, à unifier l'Italie. À présent, c'est à la république qu'il devrait revenir de l'unir et de la décentraliser régionalement et socialement, de garantir la grandeur du peuple italien que nous voulons tous.

Si le cri évocateur de « république » signifie fidélité à un nom et à une idée traditionnelle qui a toujours enflammé notre foi, pour ma part je l'accepte, puisque je n'ai jamais cru à la vertu et à la gloire de la maison de Savoie.

Si, par aventure, mes idées ne me valaient pas l'approbation du fascisme, cela ne m'importerait guère en vérité. *Moi, je suis un chef qui précède, pas un chef qui suit.* Je vais aussi, je vais surtout à contre-courant, sans jamais m'abandonner et je suis toujours attentif au vent changeant qui gonfle les voiles de ma fortune.

La monarchie nous doit beaucoup, parce que sans notre bataille antibolchevique, qui sait quel cours auraient suivi les événements. Dans les temps où l'on se battait dans les rues, presque tous les « savoyards »[3] d'aujourd'hui se cachaient dans les caves les plus profondes et nombre d'entre eux s'étaient déjà résignés à la « république », disons à la république des soviets. Aujourd'hui,

---

qu'attend-on de nous ? Que nous passions un coup d'éponge... électorale sur tout notre passé ? Quelle sottise et quelle folie ! Le fascisme ne se jette pas aux pieds du roi parce que le roi ne s'identifie pas à l'idée de patrie[4].

À la fin, Mussolini est devenu ministre du roi. Le fascisme était devenu d'ores et déjà l'arme de la bourgeoisie. Et Mussolini triompha grâce à sa capacité d'adaptation.

En 1919, les idées qui parcouraient la presse fasciste étaient les suivantes :

1. Constituante nationale, comprise comme section italienne de la Constituante internationale des peuples pour procéder à la transformation radicale des bases politiques et économiques de la vie sociale, qui assurent un développement ininterrompu de la civilisation.
2. Décentralisation du pouvoir exécutif, autonomie administrative des régions et des communes par l'entremise de leurs propres organes législatifs. Souveraineté populaire exercée au moyen du suffrage universel égal et direct des citoyens des deux sexes, avec droit populaire de l'initiative du référendum et du veto. Extirpation de la bureaucratie irresponsable et réorganisation *ex novo* des organismes administratifs étatiques. Fonction de l'État limitée à la direction civile et politique de la nation.
3. Abolition du Sénat et de toute forme artificielle et arbitraire de limitation de la souveraineté populaire, abolition de la police politique, constitution d'une garde civique, communale et nationale. Magistrature élective indépendante du pouvoir exécutif.
4. Abolition de tous les titres de caste, des princes, des ducs, des marquis, des commandeurs, des chevaliers, etc. Il n'y aura que des titres d'honneur et de noblesse pour l'ingéniosité et de l'honnêteté du travail.
5. Liberté de pensée et de conscience, de religion, d'association, de presse, de propagande, d'agitation individuelle et collective.
6. Système d'éducation avec des écoles de culture et des écoles professionnelles ouvertes à tous. Librairies gratuites, sélection scrupuleuse et garantie des enseignants.
7. Soins maximaux et perfectionnement de l'hygiène sociale, assistance de toutes sortes, etc.
8. Dissolution des sociétés anonymes, des industries financières, suppression de toute espèce de spéculation, des banques et des bourses. Création d'un organisme national de crédit, avec des sections régionales.
9. Recensement et forte réduction des richesses personnelles. Confiscation des revenus improductifs. Paiement de la dette du vieil État à la charge des possédants.
10. Exclusion du monde du travail des enfants de moins de seize ans. Huit heures de travail légal par jour. Bannissement des parasites qui ne se rendent

11. Réorganisation de la production sur une base mutualiste et accès direct de tous les travailleurs aux outils de travail. La terre doit être confiée aux paysans, et cultivée par les paysans associés. La gestion des industries, des transports et des services publics, doit être confiée aux syndicats de techniciens et de travailleurs. Élimination de toute forme de spéculation personnelle, et établissement du principe social du bien-être social et national.

\*\*\*

Mussolini n'a jamais eu une idée claire de ce qu'il voulait. Il suffit de lire ses articles du *Popolo d'Italia* pour s'en persuader. Je reproduis ici quelques passages de l'un de ses articles les plus caractéristiques : « L'heure et les horloges » :

Moi aussi, je suis contre l'heure légale parce qu'elle représente une autre forme d'intervention et de coercition étatique. Je n'en fais pas une question de politique, de nationalisme ou d'utilité : je pars de l'individu et je vise l'État. Le nombre des individus qui sont potentiellement en révolte contre l'État en soi, non pas contre tel ou tel autre État, mais contre l'État en soi, est une minorité qui n'ignore pas ce qui l'attend, mais ils existent.

L'État, avec son énorme machine bureaucratique, donne une idée de ce qu'est l'asphyxie. L'État n'était supportable pour l'individu que lorsqu'il se contentait d'être soldat ou policier mais aujourd'hui, l'État veut tout faire : il veut être banquier, usurier, patron de tripot, navigateur, maquereau, assureur, facteur, cheminot, chef d'entreprise, industriel, maître d'école, professeur, buraliste et une infinité d'autres choses encore : policier, juge, geôlier et agent des impôts.

Aujourd'hui, l'État, ce Moloch aux visages effrayants, voit tout, fait tout, contrôle tout et fait tout de travers : toutes les fonctions de l'État sont un désastre. Désastre l'art d'État, désastre l'école d'État, les postes de l'État, la navigation d'État, les ravitaillements – hélas ! – de l'État, et la litanie pourrait se prolonger à l'infini.

À présent, les perspectives d'avenir sont à frémir d'horreur. Le socialisme n'est plus que l'élargissement, la multiplication, le perfectionnement de l'État. L'État bourgeois contrôle les neuf dixièmes de votre vie et de votre activité, demain l'État socialiste vous contrôlera à tout instant, dans chacune de vos fonctions ou chacun de vos mouvements. Aujourd'hui, vous êtes obligés d'avouer le nombre de vos enfants, mais demain on vous obligera à avouer le nombre exact de vos caprices amoureux. Même l'amour sera – dans un régime socialiste – standardisé, taylorisé, mis en diagrammes pour l'usage, la consommation et le plaisir des centaines de milliers d'esclaves qui naîtront sous le régime du socialisme d'État. Si les hommes avaient ne serait-ce qu'un vague pressentiment de l'abîme qui les attend, le nombre des suicides ne ferait qu'augmenter : *nous allons vers l'anéantissement total de l'individualité humaine.*

L'État est la machine terrible qui engloutit les hommes vivants et les régurgite transformés en chiffres morts. La vie humaine n'a plus rien de secret, d'intime, de quelque ordre matériel ou spirituel que ce soit ; tous ses recoins sont

explorés, tous ses mouvements sont chronométrés, chacun est classé dans son casier et numéroté comme dans une prison. La voilà, la grande malédiction qui frappe la race humaine dès les débuts incertains de son histoire : créer l'État, au cours des siècles, pour vivre annihilée sous son joug.

Si la révolte contre l'heure légale était une tentative suprême de révolte de l'individu contre la coercition de l'État, une lueur d'espoir s'infiltrerait dans notre âme d'individualistes désespérés. Mais il n'en est peut-être pas ainsi. Nous sommes voués, nous aussi, au sacrifice.

À bas l'État sous toutes ses formes et ses incarnations ! L'État d'hier, d'aujourd'hui, de demain. L'État bourgeois et l'État socialiste.

À nous, qui sommes les *morituri* de l'individualisme, il ne nous reste, dans le présent sombre et dans le demain ténébreux, que la religion, désormais absurde, mais toujours consolatrice, de l'Anarchie[5] !

Cela a été écrit un an et quatorze jours après la fondation des Faisceaux et deux ans, sept mois et vingt et un jours avant sa nomination comme président du Conseil !

\*\*\*

Le fascisme a-t-il été dominé par Mussolini ? Non, c'est le fascisme qui a dominé Mussolini. Et il est resté le Duce du mouvement fasciste en s'adaptant et en adaptant celui-ci aux intérêts et aux volontés de la bourgeoisie. Le fascisme, en tant que *squadristo* réactionnaire, existait déjà.

Au cours de la Semaine rouge, des *squadre* [escouades] de citoyens s'étaient constituées en Émilie pour la défense de l'ordre. Des escouades de briseurs de grève armés étaient apparues dans les grèves agricoles de Ferrare (1907) et de Parme (1908). Des escouades agraires étaient présentes dans le Polesine et le Novarese quand les Faisceaux de Mussolini furent créés. À Florence, existait l'Alliance citoyenne[6], une organisation réactionnaire qui profita de l'action d'une poignée d'ex-*arditi* de guerre, de nationalistes et de futuristes, et détermina, en se transformant en Faisceau, le caractère de ce dernier.

Dès le début, la bourgeoisie rurale et industrielle vit dans le fascisme le Père Fouettard du bolchevisme, et grâce à cette fonction répressive, le fascisme jouit de la protection du gouvernement, mais Mussolini pensait pouvoir conserver au mouvement sa physionomie, peu nette du côté programmatique mais assez marquée du côté de l'esprit qui l'animait. Peu à peu le fascisme *camionista*[7] prévalut. Et Mussolini, s'il voulait conserver sa position de Duce, devait laisser le fascisme n'être que le *manganello* [8] de la bourgeoisie. C'est pourquoi, s'il voulait accéder au gouvernement, il devait abandonner dans l'antichambre de la salle du trône la « tendancialité » républicaine.

Borletti[9] était allé à Fiume pour tenter d'obtenir de D'Annunzio ce qui fut accordé ensuite à Mussolini. La pression des hautes sphères militaires en faveur d'une expédition en Géorgie, à l'époque de Nitti, démontra que le parti fasciste pouvait s'attirer les sympathies des officiers de haut rang en jouant la carte du nationalisme et de l'impérialisme. Mussolini s'offrit à la grande industrie, aux grandes banques, à la bourgeoisie rurale, aux militaires de profession.

À force de seconder les forces dominantes, il finit par dominer. Une fois affaibli le

mouvement révolutionnaire, la contre-offensive avait le vent en poupe. Le Caporetto prolétaire rendait sûr le Vittorio Veneto bourgeois [10]. Que Mussolini soit allé au gouvernement porté par la bourgeoisie plutôt que comme chef d'un parti démontre le fait que la « révolution » fasciste ne fut guère plus qu'une manifestation de rue. S'il avait signé l'état de siège, le roi aurait pris parti contre la bourgeoisie et mis sa couronne en jeu. Il ne le signa pas. Pour instaurer la république, Mussolini aurait dû compter sur les seules forces fascistes, sur une seule fraction de la bourgeoisie et de l'armée : une fois de plus, il décida de s'adapter.

Le 22 octobre 1922, au congrès fasciste de Naples, il lance un ultimatum au gouvernement et concrétise la Marche sur Rome. Du 2 au 29, il ordonne et dirige le rassemblement des escouades fascistes. Le 29, le Quadriumvirat[11] rend publique une proclamation qui laisse en suspens la question : république ou monarchie ?

Le 29 octobre 1922, le roi appelle Mussolini à Rome :

Honorable Mussolini, Sa Majesté le Roi vous prie de regagner Rome sur-le-champ, afin de vous confier la mission de former un gouvernement. Mes respects. Général Cittadini

\*\*\*

Mussolini se rendit à Rome en chemise noire, mais alla aussitôt se changer. Les 300 000 Chemises noires furent « monarchisées » d'un coup. Le fasciste Gustavo Nesti[12] raconte :

Dans l'après-midi du 30 octobre, je vais voir le Duce à l'hôtel où il avait coutume de se loger, et je me mets à sa disposition. Il s'était déjà rendu au Quirinal et avait conféré avec le général Diaz et l'amiral Thaon di Revel. Il portait la chemise noire avec laquelle, vers midi, il était allé à Milan...

Il est presque dix-neuf heures et Benito Mussolini a pris un rendez-vous avec Sa Majesté pour cette heure-là pour lui soumettre la composition de son gouvernement.

Le Duce, rentré dans la plus stricte légalité, ne veut pas se présenter devant le chef de l'État en chemise noire. Il va à sa chambre et se change en un clin d'œil. Il réapparaît aussitôt dans le salon, et courroucé, il montre les manchettes de sa chemise blanche fraîchement lavée et grommelle :

— Je n'ai pas de boutons de manchette et je ne peux certainement pas me présenter devant Sa Majesté avec une chemise déboutonnée !

J'interviens et je lui dis :

— Vu que je ne dois pas me présenter devant le roi, je t'offre mes boutons de manchette.

La proposition le calme et le met de bonne humeur.

Nous descendons les escaliers. À la porte de l'hôtel, il n'y a pas d'automobile. Je

lui offre celle de la Stefani et, avec les honorables Acerbo et Finzi, je l'accompagne à la Reggia [13], où Victor-Emmanuel, peut-être un peu surpris du retard, était en train de l'attendre.

Il était inutile que Nesti dise que Mussolini changea de chemise en un clin d'œil. Si le Duce républicain a eu besoin de cinq jours pour devenir ministre du roi, il lui aura suffi d'une fraction de seconde pour changer de chemise. Mussolini a-t-il été Napoléon ou Fregoli [14] ?

Le 11 novembre 1922, Il Popolo d'Italia, toujours en chemise noire, se faisait menaçant :

Bien que la dictature n'ait pas été instaurée, la Chambre est priée de ne pas se bercer d'illusions. Si elle fait des faux pas, elle sera supprimée.

Le 17 novembre, le président du Conseil Mussolini accomplissait « un acte de déférence purement formel », en parlant aux députés :

Je me suis refusé à aller jusqu'au bout de ma victoire, et j'aurais pu le faire. Je me suis imposé des limites. Je me suis dit que la plus belle sagesse est celle qui ne vous abandonne pas après la victoire. Avec 300 000 jeunes armés jusqu'aux dents, capables de tout, prêts à m'obéir avec un aveuglement presque mystique, je pouvais châtier tous ceux qui ont diffamé et tenté de salir le fascisme. (*Approbatons à droite.*)

J'aurais pu faire de cette salle sourde et grise un bivouac de manipules... (*Vifs applaudissements à droite. Rumeurs. Commentaires.*)

MODIGLIANI. — Vive le Parlement ! Vive le Parlement ! (*Rumeurs et apostrophes à droite. Applaudissements à l'extrême droite.*)

MUSSOLINI. — Comme président du Conseil des ministres, je pouvais liquider le Parlement et constituer un gouvernement composé exclusivement de fascistes. Je pouvais le faire, mais au moins dans un premier temps, je ne l'ai pas voulu. [...] J'ai constitué un gouvernement de coalition, mais pas dans le but d'avoir une majorité parlementaire, dont je peux très bien me passer aujourd'hui. [...] La Chambre doit comprendre que sa position particulière la rend passible d'une dissolution dans deux jours ou dans deux ans. [...] Je crois possible d'interpréter la pensée d'une grande partie de cette Assemblée et certainement celle de la majorité du peuple italien en rendant un chaleureux hommage au souverain, lequel s'est refusé aux tentatives inutilement réactionnaires de dernière minute, a évité la guerre civile et permis d'introduire dans la trachée artère de l'État parlementaire le nouveau, l'impétueux courant fasciste issu de la guerre et exalté par la victoire. (*Cris de « Vive le roi ! ». Les ministres ainsi que de très nombreux députés se lèvent et applaudissent vivement et longuement.*)

Le 27 novembre, la Chambre votait les pleins pouvoirs au gouvernement fasciste.

**Germinal (Chicago), 1<sup>er</sup> juin 1927, année II, no 9.**

## Notes

[1] Les 6 et 7 mai 1920, le capitaine Rocco Vadalà quitta Fiume avec cent dix carabinieri exaspérés de la « dérive » républicaine et gauchisante du régime fiumain. Cet abandon fut la cause d'affrontements violents avec les légionnaires de D'Annunzio.

[2] Cipriano Facchinetti (1889-1952) était un militant connu du Parti républicain italien, directeur de la publication *L'Italia del Popolo*.

[3] Le mot « savoyards » (« savoïardi ») désigne ici les monarchistes, les partisans de la maison de Savoie.

[4] Cette longue citation a été empruntée par Berneri au *Mussolini* de Paolo Valera (chapitre XX « Il monarchismo mussoliniano »).

[5] « L'ora e gli orologi », *Il Popolo d'Italia*, 6 avril 1920.

[6] Le nom complet de cette organisation fondée à la fin de la Grande Guerre à Florence par l'avocat franc-maçon Michele Terzaghi était l'Alliance de défense citoyenne.

[7] Cette expression, à laquelle Berneri a recouru occasionnellement, équivaut à celle – plus courante – de fascisme *squadrista*, autrement dit le fascisme débridé des débuts. Elle se réfère à l'utilisation par les escouades fascistes de camions, prêtés le plus souvent par l'armée elle-même, pour venir commettre leurs brutales agressions contre les sièges des partis et des syndicats opposés au fascisme.

[8] Le *manganello* était le fameux gourdin chargé de faire entrer la doctrine fasciste dans la tête des Italiens les plus récalcitrants à son apprentissage.

[9] Senatore Borletti, comte d'Arosio (1880-1945), était un entrepreneur et politicien italien. Ami personnel de D'Annunzio, il finança généreusement son aventure fiumaine. Il adhéra ensuite au fascisme et, de 1929 à 1939, participa aux travaux du Sénat.

[10] Allusions respectives au principal désastre et à la principale victoire militaire de l'armée italienne pendant la Grande Guerre.

[11] Les quatre membres du quadriumvirat chargés de guider la Marche sur Rome étaient Italo Balbo\*, Cesare Maria De Vecchi\*, Emilio De Bono\* et Michele Bianchi.

[12] Codirecteur de 1924 à 1927, avec Manlio Morgagni, de l'agence de presse Stefani. Créée en 1863, cette agence devint dès 1924 la voix officielle du gouvernement fasciste en Italie et à l'étranger.

[13] De son nom complet, la Reggia di Caserta (le palais royal de Caserte) : résidence de la famille royale des Bourbons de Naples.

[14] Leopoldo Fregoli (1867-1936) était un acteur et artiste célèbre pour sa capacité à endosser un très grand nombre de costumes différents dans un même spectacle.